Bientôt un référent national contre la radicalisation dans les HLM

05/01/2016 à 14h44

Le secteur du logement social est en train de recruter un référent national chargé de faire remonter des signalements laissés sans suite.

Ce nouveau mécanisme portera à la fois sur les faits de délinquance, la radicalisation et d'éventuelles dérives djihadistes.

Une salle de prière occupée sans droit d'utilisation, dans une cave ou une autre partie d'un immeuble. Un logement social qui devient une sorte d'école coranique et dont les élèves ne se rendent plus à l'école car inscrits aux cours par correspondance.

Autant de phénomènes préoccupants qui ont décidé le ministre de l'intérieur Bernard Cazeneuve à recevoir récemment en entretien les représentants du logement social sur ce thème. Lors de cette réunion, les participants ont décidé de mettre en place un système de remontée d'informations en lien direct avec la Place Beauvau.

UN « CONSEILLER SÛRETÉ » POUR LES HLM

L'Union sociale pour l'habitat (USH), qui fédère le monde HLM, est ainsi en train de recruter un « conseiller sûreté » qui servira de courroie de transmission lorsque certaines situations sont laissées sans réponse. Car, actuellement, les indices de radicalisation n'entraînent pas toujours la réaction des autorités lorsqu'elles sont averties.

(…) La Croix